



**SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020**  
**DECISION N° 2020-043- DB**

<b>Date d'affichage :</b> <b>21 février 2020</b>		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	19	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) :	4	<b>Présents : (19)</b>
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	0	
Nombre de votants :	22	
Secrétaire de séance :		<b>Excusé(s) : (4)</b>
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
		<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)</b>
		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		<b>Absent(s) : (0)</b>

**CONSTRUCTION DES ATELIERS-RELAIS N°18 ET 19 - ZONE D'ACTIVITÉ ANJOU ACTIPARC À LONGUÉ-JUMELLES : APPROBATION DU PROGRAMME, DU PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE SOLLICITER DES FINANCEMENTS**

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a pour projet la construction de deux ateliers relais d'une superficie totale de 800 m<sup>2</sup> (400m<sup>2</sup> par atelier) sur la zone d'activité Anjou Actiparc à Longué-Jumelles désignés par convention comme portant les n°18 et 19.

La construction de bâtiments relais permettra de disposer de capacités d'accueil pour assurer le développement des entreprises existantes ou l'installation de nouvelles entreprises. Ces bâtiments pourront ensuite être loués à des entreprises cherchant à se développer dans le Saumurois, ces dernières bénéficiant de loyers modérés.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n°2018-151 DC du 15 novembre 2018

Considérant que ce projet peut faire l'objet d'une demande de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux auprès de l'État ;

Considérant que le coût total de l'opération est de 728 483.00 € HT ;

Considérant que ce programme peut faire l'objet de demandes de subventions dans le cadre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux et du Contrat Territoires-Région 2020 ;

Considérant le plan de financement prévisionnel HT de cette opération, lequel s'articule comme suit :

DEPENSES	Montant HT	RESSOURCES	Montant HT	%
Terrain	42 00.00 €	Etat DETR*	254 969.00 €	35
Maitrise d'œuvre	24 850.00 €	Région CTR**	159 852.00 €	22
Etudes (CT, SPS, Géotechnique...)	9 133.00 €			
Travaux	642 500.00 €			
Assurance Dommage ouvrage	10 000.00 €	Autofinancement	313 662.00 €	43
<b>TOTAL</b>	<b>728 483.00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>728 483.00 €</b>	<b>100</b>

\* Demande de financement DETR sur un montant éligible de 728 483.00 €

\*\* Demande de financement CTR sur un montant éligible de 716 483.00 € (hors réseaux)

**Il est proposé au Bureau :**

- **D'APPROUVER** le programme de construction des ateliers-relais n°18 et 19 – zone d'activité Anjou Actiparc à Longué-Jumelles, d'une superficie totale de 800 m<sup>2</sup> (400m<sup>2</sup> par atelier), permettant ainsi de disposer de capacités d'accueil pour assurer le développement des entreprises existantes ou l'installation de nouvelles entreprises,

- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel présenté:

DEPENSES	Montant HT	RESSOURCES	Montant HT	%
Terrain	42 00.00 €	Etat DETR*	254 969.00 €	35
Maitrise d'œuvre	24 850.00 €	Région CTR**	159 852.00 €	22
Etudes (CT, SPS, Géotechnique...)	9 133.00 €			
Travaux	642 500.00 €			
Assurance Dommage ouvrage	10 000.00 €	Autofinancement	313 662.00 €	43
<b>TOTAL</b>	<b>728 483.00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>728 483.00 €</b>	<b>100</b>

\* Demande de financement DETR sur un montant éligible de 728 483.00 €

\*\* Demande de financement CTR sur un montant éligible de 716 483.00 € (hors réseaux)

- **D'AUTORISER** le Président à solliciter des subventions d'un montant de 254 969 € (soit 35 % du montant total de l'opération) auprès de l'État au titre de la DETR 2020 et de 159 852 € (soit 22% du montant total de l'opération auprès de la région au titre du Contrat Territoires-Région

- **D'AUTORISER** le Président à solliciter toute subvention auprès d'autres organismes,

- **D'AUTORISER** le Président à effectuer toute démarche et à signer tout document afférent à cette opération.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 22 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.5 Subventions – 7.5.4 Autres
-------------------	--------------------	--------------------------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*